

AKTUELL

ÉLECTIONS SOCIALES

Les syndicats en ordre de bataille

Fabien Grasser

Les projets du gouvernement hérissent les syndicats et aiguisent leur rivalité, alors que les élections sociales se tiendront le 12 mars. Pour le LCGB, Patrick Dury hausse le ton sur une réforme des pensions, dont il fait un casus belli. À l'OGBL, Nora Back répète que son syndicat est « le premier opposant politique » au gouvernement, le seul à même de contrecarrer un « projet libéral » dont elle n'attend rien de bon.

Mais quelle mouche a piqué Patrick Dury ? En novembre, le président du LCGB était des plus conciliants avec les vainqueurs des législatives, estimant « qu'avec ce gouvernement, nous pouvons obtenir des résultats dans l'intérêt des gens qui travaillent » (woxx 1763). Changement catégorique de ton, ce 10 janvier, quand le patron du syndicat chrétien accuse « d'amateurisme complet » la ministre de la Sécurité sociale, Martine Deprez, dont il qualifie l'approche sur les pensions de « populiste et démagogique ». Pour Patrick Dury, attaquer le principe du financement « par la solidarité intergénérationnelle » est une ligne rouge. Étendre la retraite par capitalisation avec des assurances complémentaires privées est le ferment d'un « apartheid social », dit-il. « Ce serait la fin du modèle tripartite et de la paix sociale », menace-t-il lors de la réception de Nouvel An du LCGB au Casino 2000, à Mondorf-les-Bains. Il juge qu'avec des réserves de 24,5 milliards d'euros, le système de pension n'est en rien menacé, mais appelle à le renforcer, au moyen d'une hausse des cotisations par exemple.

Pour s'opposer aux plans du gouvernement, Patrick Dury a une solution toute trouvée : voter LCGB lors des élections sociales du 12 mars prochain. Plus de 600.000 salarié-es seront alors appelé-es à renouveler les délégations du personnel dans les entreprises employant au moins 15 personnes et à désigner leurs représentant-es à la Chambre des salariés (CSL). Ce qui en fait le scrutin le plus démocratique du pays, les plus de 220.000 frontaliers et frontaliers ayant le droit de vote (non obligatoire aux élections sociales). Neuf syndicats sont engagés dans la course, les deux principaux étant le LCGB (liste 1) et l'OGBL (liste 2). En 2019, l'OGBL avait remporté 23 % des délégations, contre 13 % au LCGB. L'OGBL dispose aussi de la majorité absolue à la CSL, avec 35 sièges sur 60, contre 18 pour son rival.

Faisant sien le proverbe selon lequel « rien ne sert de courir, il faut par-

tir à point », le syndicat chrétien avait présenté son programme dès le 3 juin. La réception de Nouvel An relance la machine, avec un Patrick Dury au ton assurément offensif qui sied à ce type d'exercice. Il répète l'engagement du LCGB en faveur du pouvoir d'achat, jugeant qu'il a sauvé le principe de l'index, ce que revendique aussi l'OGBL. Il fait aussi valoir que son syndicat peut se montrer radical dans la défense des salarié-es, citant la grève de trois jours, en septembre, chez Cargolux, où le LCGB est majoritaire. Une façon de dire que l'OGBL n'a pas le monopole de ce type d'action, après la grève longue et finalement réussie à l'usine Ampacet, à Dudelange, en décembre.

Un bilan, un clip et du rap

Sur la retraite, la critique de l'OGBL rejoint celle du LCGB. « Les pensions ne sont pas une aide sociale, c'est le fruit d'une vie de travail. Les pensionnés doivent vivre décemment de leur rente », a martelé Nora Back, la présidente de l'OGBL, ce mardi 16 janvier, alors que le syndicat de gauche lançait sa propre campagne en vue des élections sociales.

Afin de marquer le coup, l'OGBL a convié presse et délégué-es du personnel – dont quelque 200 étaient présentes – dans son fief de la Maison du peuple, à Esch-sur-Alzette. La présentation mêle donc informations aux médias et galvanisation des troupes. Accueillie avec force gadgets siglés OGBL (stylos, décapsuleurs, autocollants, pins, etc.), l'audience a aussi visionné un clip promotionnel du syndicat et entendu un morceau de rap, très old school, écrit et composé pour l'occasion.

Dans son adresse, Nora Back pose l'OGBL en seul obstacle crédible au démantèlement des acquis sociaux et des politiques d'austérité qui se profilent à l'horizon, selon elle. Mais puisqu'il s'agit aussi de mobiliser les troupes, elle égrène les succès du syndicat pour illustrer sa position de force, comme la négociation de 232 conventions collectives ces cinq dernières années. Pour convaincre que les vents lui sont favorables, elle affirme encore que le syndicat a recruté plus 8.400 nouveaux membres en 2023 et qu'il présentera quelque 600 candidat-es de plus aux élections sociales, par comparaison à 2019.

Éclipsée par les communales et surtout les législatives, la campagne pour les élections sociales est désormais lancée. Avec au moins un message commun à tous les adversaires : allez voter !

SHORT NEWS

Frieden : une romance avec les journalistes ?

(fg) – Laissant pour l'instant le rôle de père Fouettard à son ministre de l'Intérieur et à son interdiction de la mendicité, Luc Frieden a continué à vider sa hotte de père Noël, ce 12 janvier. Objet de sa sollicitude : les journalistes et leur demande d'une loi élargissant l'accès à l'information gouvernementale et administrative. Un texte sera présenté avant l'été, a-t-il assuré. Le chef du gouvernement et ministre des Médias a fait cette annonce – et créé la surprise – lors de la présentation de ses vœux à la presse, au Musée national d'histoire et d'art. Pour Luc Frieden, il s'agit de donner aux professionnels les moyens de mieux informer le public et de lutter contre les fake news, des enjeux essentiels pour une démocratie. La presse revendique un tel texte depuis 18 ans et une clarification sur l'accès à l'information est plus nécessaire que jamais, après dix ans de coalition Gambia marqués par un certain verrouillage. La profession accueille favorablement la nouvelle, mais journalistes et responsables de médias attendent toutes et tous de voir la copie finale, tant de déconvenues ont été essuyées ces deux dernières décennies. Le premier ministre CSV a aussi affirmé qu'il veut engager des « discussions au coin du feu » avec la presse afin d'approfondir certains sujets. Ces annonces s'inscrivent dans une offensive de charme lancée ces derniers mois par Luc Frieden en direction des médias, tant comme candidat que désormais comme premier ministre. Une romance ? N'exagérons pas, cela reste avant tout de la communication.

Ozempic: Besorgniserregender Hype

(tj) – Sechs Jahre ist es mittlerweile her, dass Ozempic in Europa zugelassen wurde – ein Medikament, das seit seiner Entwicklung im Jahr 2012 durch den dänischen Pharmakonzern Novo Nordisk weltweit als wissenschaftliche Sensation gefeiert wird (woxx 1726). Zum Einsatz kommt der darin enthaltene Wirkstoff Semaglutid nämlich bei Diabetes Typ 2. Doch sowohl hierzulande als auch in vielen anderen Ländern geht der Hype mit einer unliebsamen Begleiterscheinung einher: Wegen seiner appetithemmenden Wirkung wird das Medikament nämlich auch „off label“ zur Gewichtsreduktion verschrieben; seit etwa zwei Jahren bestehen deswegen weltweit Lieferengpässe. Die kritische Situation veranlasste das Gesundheitsministerium im Herbst vergangenen Jahres, Ärzt*innen per Rundbrief von „off label“-Verschreibungen abzuraten. Seither ist eine Rückerstattung der Kosten durch die CNS nur dann möglich, wenn das Medikament ordnungsgemäß verschrieben wurde. Der Antwort auf eine parlamentarische Anfrage des Grünen-Abgeordneten François Bausch zufolge hält sich der Erfolg dieser Maßnahmen jedoch in Grenzen. Mittlerweile, so Gesundheitsministerin Martine Deprez (CSV), seien die Lieferengpässe so schlimm, dass für betroffene Diabetespatient*innen alternative Behandlungsmethoden gefunden werden müssten. Um die Problemlage in den Griff zu bekommen, plane das Ministerium nun einen Arrêté ministeriel zu erlassen. Zudem halte das Ministerium Ausschau nach Firmen, die die Monopolstellung von Novo Nordisk bei der Herstellung des auf Semaglutid basierenden Medikaments aufheben könnten. Dies mit dem Ziel, weniger abhängig von einer einzelnen Firma zu sein.

Datenschutzkommission will Meinungen zu KI

(ja) – Die nationale Datenschutzkommission (CNPd) will sich mehr mit sogenannter Künstlicher Intelligenz befassen und Hilfestellung für öffentliche und private Akteur*innen anbieten. Deswegen ruft sie dazu auf, ihr Erfahrungen, Herausforderungen und Erwartungen in Bezug auf KI-basierte Tools mitzuteilen. Besonders starkes Interesse hat die CNPD an datenschutzrechtlichen Problemen und an Fragen, aber auch Lösungen, die sich aus der Nutzung Künstlicher Intelligenz ergeben. Daneben ist die Datenschutzkommission aber auch interessiert daran, von technischen, regulatorischen, organisatorischen und menschlichen Schwierigkeiten zu erfahren. Die Erfahrungsberichte können einfach per E-Mail an ia@cnpd.lu geschickt werden. Sie sollen der CNPD als Grundlage für die Erstellung neuer Leitfäden und Schulungen dienen. Neben dem bekannten ChatGPT gibt es viele andere Programme, die mit sogenannter künstlicher Intelligenz arbeiten oder auf „Machine Learning“ basieren. In Luxemburg entwickelt und oft eingesetzt wird zum Beispiel eine Software, die den Bewerbungsprozess vereinfachen soll – für die Firmen, die einstellen, wohlgemerkt. Wer solche Lösungen einsetzt, muss sich mit der Frage beschäftigen, welche persönlichen Daten der Bewerber*innen für späteres „Machine Learning“ zurückbehalten werden. Außerdem könnte es zu einem sogenannten Algorithmic Bias kommen und Vorurteile, die bereits im Trainingsmaterial der Machine vorhanden waren, auf die Kandidat*innen angewandt werden (siehe woxx 1628).